

Tribune libre

Après le 21 janvier

(Front Syndical de Classe - www.frontsyndical-classe.org)

La journée d'action dans la Fonction Publique n'est bien sûr pas l'échec proclamé par le gouvernement et les médias aux ordres.

Dans l'Education Nationale notamment, le nombre de grévistes dépasse, et de loin, les 15 % annoncés par le Ministère qui prend en compte dans son calcul l'ensemble des personnels (incluant les congés maladie, maternité, les profs ne travaillant pas le jeudi...).

Pour autant, la mobilisation a semblé dans certains endroits en demi-teinte face aux attaques menées contre la Fonction Publique et les services publics, sous pilotage patronal et européen, par un gouvernement Sarkozy qui n'est rien d'autre que le syndic des intérêts des grands groupes capitalistes du CAC 40 : casse de l'Education Nationale, de la Maternelle à l'Université, casse de l'Hôpital public, suppressions d'emplois par centaines de milliers, privatisations et démantèlement des services et entreprises publics (Poste, Edf, SNCF, équipement...), bas salaires et baisse du pouvoir d'achat, précarité et attaques contre les statuts, souffrance au travail,...

Ce n'est pourtant pas le mécontentement ou la combativité qui manquent chez les personnels de la Fonction Publique : leur présence massive aux côtés des travailleurs du privé en janvier et mars 2009, les remontées des salles des profs ou des réunions syndicales témoignent de leur conscience de la situation et de la gravité de l'attaque subie. Mais ce qui s'impose aussi progressivement, après des années de défaites de mouvements puissants mais isolés secteur par secteur (retraites FP en 2003, régimes spéciaux SNCF en 2007, mouvements des universités en 2009...), c'est le sentiment que les journées d'action, répétées 3 ou 4 fois par an, ne sont d'aucune utilité contre un pouvoir qui mène une véritable guerre de classe contre le monde du travail. Et que les nécessaires mobilisations sectorielles doivent de toute urgence s'inscrire dans le cadre de la préparation d'une mobilisation générale public/privé qui ne serait qu'une réponse logique à ce que les travailleurs subissent tous ensemble.

Le problème est que cette perspective ne trouve aucun point d'appui auprès de ceux qui seraient pourtant sensés la porter : tandis que B. Thibault persiste à « *ne pas vouloir bloquer le pays* » et que Chérèque « *refuse de globaliser les luttes* », personne n'a oublié la trahison de ce dernier en 2003 en plein mouvement sur les retraites, les « *négociations* » du premier avec le gouvernement en 2007 dans le dos des cheminots ou l'attentisme délibéré des deux lors du premier semestre 2009.

Mais la dégradation continue des conditions de travail et de vie de l'immense majorité du peuple de France va continuer d'entraîner des mobilisations et des luttes. D'ores et déjà sont annoncés :

- le 26 Janvier, grève nationale des infirmières et des personnels de soin contre les ordres professionnels,
- le 30 janvier, manifestation nationale pour l'éducation à Paris,
- le 3 février, journée nationale de grève à la SNCF,
- le 4 février, journée pour la défense de l'emploi industriel dans le Nord,

L'enjeu majeur est de faire converger toutes ces mobilisations contre le pouvoir du grand capital qui a décidé d'effacer les acquis du peuple arrachés par ses luttes, et en particulier ceux nés de la Résistance et du CNR (retraites, sécu, Fonction publique...).

Il y a dans ce programme de casse à la fois l'esprit de revanche de ceux qui ont dû faire profil bas au sortir de la Collaboration et le même mépris de classe que celui qu'on pouvait trouver à Versailles en 1789. Tandis

que la noblesse d'Ancien régime conseillait aux pauvres de manger de la brioche s'ils ne trouvaient pas de pain, l'aristocratie d'aujourd'hui, celle de l'Argent comme la dénonçait déjà Robespierre, explique désormais aux salariés du privé et du public usés par l'exploitation et la souffrance au travail, à la jeunesse populaire au chômage, aux plus de 50 ans virés comme des malpropres, aux 8 millions de travailleurs pauvres qui n'ont que les restos du cœur ou le secours populaire pour se nourrir, aux millions d'ouvriers du bâtiment, des travaux publics, de la sidérurgie ou de la métallurgie qui pour l'essentiel après avoir respiré l'amiante pendant 30 ans ne touchent même pas leur première retraite, qu'il faut travailler plus longtemps !

TRAVAILLEURS ENSEIGNANTS ETUDIANTS PAYSANS : NE COMPTEZ QUE SUR VOUS

Les états-majors du syndicalisme rassemblé au sommet qui ont pris l'habitude d'user leurs fonds de culotte sur les fauteuils de l'Élysée et du Medef ont montré en 2009 qu'ils n'étaient pas pour livrer bataille, et leur patron à la Confédération Européenne des Syndicats, J. Monks, définit leur mot d'ordre : « *sauver le capitalisme de lui-même* ». Il faut l'admettre, leur mission a pour l'instant réussi tandis que les profits et les subventions coulent à flot sur la Bourse et dans les Conseils d'Administration des groupes du CAC 40.

Dans le même temps, le PS lâche une nouvelle fois les intérêts populaires et se rappelle que Jospin et Chirac signaient en se repassant le même stylo, en mars 2002 au sommet de Barcelone, les accords planifiant le recul de 5 ans de l'âge de la retraite en Europe. Il est vrai que les socialistes européens gèrent l'Europe de Lisbonne, l'OMC, le FMI...

L'HEURE EST AU COMBAT

Nous ne nous laisserons pas piller ni la France devenir un pays sous-développé.

Contre le pouvoir des grands groupes capitalistes et le syndicalisme d'accompagnement qui mène le monde du travail de défaite en défaite par le refus de construire ou même d'évoquer l'affrontement de classe, construisons la seule unité qui vaille pour les travailleurs : l'unité d'action à partir des luttes et des revendications de la base (défense des services publics et de la protection sociale (sécu, retraites), défense de l'emploi et « Produire en France », augmentation des salaires et des pensions, défense des droits syndicaux et des libertés démocratiques). Allons partout où c'est possible, dans les communes ou les départements, vers la constitution de collectifs intersyndicaux et interpro de lutte, de fronts syndicaux de classe locaux, soutenant les différentes luttes et partant d'elles pour construire à partir de la base le « tous ensemble en même temps », seul capable d'imposer le rapport de force victorieux contre ce gouvernement de casseurs. Comme en 36, en 45 ou en 68.